



Cabinet Collet

AUDIT & EXPERTISE COMPTABLE



OFFICE DE TOURISME DU COUESNON

Rapport du Commissaire Aux Comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 Décembre 2025



www.cabinet-collet.org

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels clos le 31 décembre 2025

OFFICE DE TOURISME DU COUESNON – MARCHES DE BRETAGNE

2 Place de l'Hôtel de Ville
35 560 Bazouges La Pérouse



Cabinet Collet

AUDIT & EXPERTISE COMPTABLE

Olivier COLLET & Noël GUERIN

Experts-Comptables - Commissaires aux Comptes Associés

LE RHEU

1, passage des Sports
BP 35202
35650 Le Rheu
Tél : 02 99 60 89 18
www.cabinet-collet.org

BEGARD

27, rue de Gra-Vur
22140 Bégar
Tél : 02 96 45 33 63

CESSON-SEVIGNE

1, rue de Paris
Immeuble Atalis 1
35510 Cesson - Sevigné
Tél : 02 99 53 23 23

SARL au capital de 702 000 € - Siret : 83025581600019 - APE : 6920Z - Inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts-comptables de la Région de Bretagne

Cabinet COLLET

Commissaire Aux Comptes

~

Siret: 830 255 816 00019 - NAF: 69.20 Z

OFFICE DU TOURISME DU COUESNON – MARCHES DE BRETAGNE

2 Place de l'Hôtel de Ville

35 560 Bazouges La Pérouse

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

PRESENT A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Du 9 juin 2026

Statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2025

Cabinet COLLET

Commissaire Aux Comptes

~

Siret: 830 255 816 00019 - NAF: 69.20 Z

Sommaire

Contenu

1 – Opinion	3
2 – Fondement de l'opinion	3
2.1 – Référentiel d'audit	3
2.2 – Indépendance	3
3 – Observations	4
4 – Justification des appréciations	4
5 – Vérifications spécifiques	4
6 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels	5
7 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels	5

Office De Tourisme du Couesnon – Marches de Bretagne,

Exercice clos le 31 Décembre 2025,

Rapport du Commissaire Aux Comptes
sur les Comptes annuels

A l'Assemblée Générale,

1 – Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Office de Tourisme du Couesnon – Marches de Bretagne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

2.1 – Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 – Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période allant du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

3 – Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur deux points particuliers :

- sur la note intitulée « Application du règlement ANC n° 2023-03 », figurant en troisième page de l'annexe aux comptes annuels. Cette note expose les conséquences de la première application de ce règlement pour votre association, et notamment les incidences sur la présentation comptable des subventions d'investissement, dont l'amortissement est désormais enregistré en résultat d'exploitation et non plus en résultat exceptionnel, comme c'était le cas lors de l'exercice précédent.
- Sur la note « Changement de méthode comptable – Indemnités de fin de carrière », figurant en cinquième page de l'annexe aux comptes annuels, dans laquelle est explicitée l'impact de la première comptabilisation en 2025, des indemnités de fin de carrière.

4 – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que, selon notre jugement professionnel, les principales appréciations que nous avons réalisées ont porté sur le caractère approprié des principes comptables retenus ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment en ce qui concerne la subvention perçue de la communauté de communes.

Ces appréciations s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5 – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

A l'exception des observations ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

6 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d’entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d’établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

7 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels

Il nous appartient d’établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d’obtenir l’assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d’anomalies significatives. L’assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d’assurance, sans toutefois garantir qu’un audit réalisé conformément aux normes d’exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d’erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l’on peut raisonnablement s’attendre à ce qu’elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l’article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l’entité.

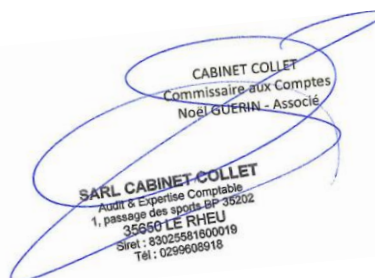
Dans le cadre d’un audit réalisé conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d’erreurs, définit et met en œuvre des procédures d’audit face à ces risques, et recueille des éléments qu’il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d’une anomalie significative provenant d’une fraude est plus élevé que celui d’une anomalie significative résultant d’une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à LE RHEU

Le 1 Juin 2026,



■ Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2025	Net au 31/12/2024
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	2 880	2 880		
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	1 659	934	725	826
Immobilisations financières				
Total I	4 539	3 814	725	826
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Disponibilités	103 859		103 859	99 861
Total II	103 859		103 859	99 861
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	108 398	3 814	104 584	100 687
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

■ Bilan passif

	au 31/12/2025	au 31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Autres fonds propres	18 439	18 439
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	39 277	50 477
Excédent ou déficit de l'exercice	-18 805	6 599
Situation nette (sous-total)	38 911	75 515
Total I	38 911	75 515
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	20 269	
Total III	20 269	
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 952	3 970
Dettes fiscales et sociales	35 768	21 202
Produits constatés d'avance	685	
Total IV	45 405	25 172
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	104 584	100 687
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	45 405	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2025	Exercice N-1 31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	4 200	3 605
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	9 291	8 060
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	185 606	185 182
Autres produits	17	35
Total I	199 114	196 883
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	3 024	1 985
Autres achats et charges externes	68 376	69 010
Impôts, taxes et versements assimilés	1 000	931
Salaires et traitements	115 524	94 927
Charges sociales	29 098	25 600
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	101	101
Dotations aux provisions	2 469	
Autres charges	122	90
Total II	219 714	192 645
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-20 600	4 238
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	1 795	2 361
Total III	1 795	2 361
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	1 795	2 361

■ Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2025	Exercice N-1 31/12/2024
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-18 805	6 599
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Total des produits (I+III+V)	200 909	199 244
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	219 714	192 645
EXCEDENT OU DEFICIT	-18 805	6 599

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	6 362	
Total	6 362	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Personnel bénévole	6 362	
Total	6 362	

Annexe légale

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : OFFICE DE TOURISME DU COUESNON

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 104 584 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 18 805 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 19/05/2026 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Objet social :

L'office de Tourisme, service d'intérêt public, a pour but d'étudier et de réaliser les mesures tendant à accroître l'activité touristique et assume les missions définies par convention d'objectifs avec l'EPCI "Couesnon - Marches de Bretagne".

L'office de Tourisme assure les missions d'accueil et d'information des touristes et résidents, la promotion touristique et l'organisation de manifestations à vocation touristique.

Il contribue à coordonner les interventions des divers acteurs du développement touristique local.

Il peut être chargé de tout ou partie de l'élaboration et de la mise en oeuvre de la politique du tourisme local et des programmes locaux de développement touristique, notamment dans les domaines de l'élaboration des services touristiques, de l'exploitation d'installations touristiques et de loisirs, des études, de l'animation des loisirs.

L'Office de Tourisme couesnon Marches de Bretagne peut être autorisé à commercialiser des prestations de services touristiques, dans les conditions prévues à la loi n°92-645 du 13 juillet 1992.

L'Office de tourisme Couesnon Marches de Bretagne s'interdit toute discrimination, veille au respect de ce principe et garantit la liberté de conscience pour chacun de ses membres.

Description des missions :

- Accueil et informations des touristes.
- Promotion touristiques du territoire, en coordination avec le comité Départemental du Tourisme et le Comité régional du Tourisme.
- Participation avec les différents partenaires à la coordination de l'offre sur le territoire.
- Montage et commercialisation à moyen terme de produits touristiques selon les termes du livre II, titre 1er de la partie législative du code du Tourisme.

■ Règles et méthodes comptables

- Mise en oeuvre de toutes les autres prestations de services liées à son activité.
- Vente de biens "produits boutique".
- Réalisation d'actions afin de tendre vers une démarche qualité.
- Participation aux côtés de COUESNON MARCHES DE BRETAGNE à l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique de développement touristique locale.
- Mise en oeuvre d'un observatoire des données touristiques en partenariat avec les organismes assurant déjà cette mission sur le territoire de COUESNON MARCHES DE BRETAGNE.
- Consultation sur les projets d'équipements collectifs touristiques.
- Mise en oeuvre de l'animation touristique du territoire et une aide pour la réalisation de certaines animations organisées sur le territoire par des associations locales.

Moyens promotionnels et communicatifs mis en oeuvre :

- Création d'une nouvelle identité visuelle pour l'ensemble des supports de l'OTI, en lien avec le code de marque de COUESNON MARCHES DE BRETAGNE ; intégration des codes de marque des partenaires.
- Inscription dans des stratégies marketing, plans d'actions des partenaires sociaux des réseaux touristiques et de la "Destination Rennes et les Portes de Bretagne" afin de renforcer la visibilité des actions menées et limiter le coût des opérations entreprises.
- Communiquer et promouvoir les animations et événements communaux et ceux d'intérêt communautaire
- Relayer les animations ou manifestations nationales ou régionales à l'échelle du territoire (ex : Journées Européennes du Patrimoine, fêtes de la nature, etc).
- Participation au groupe de travail "promotion / communication" de "Destination Rennes et Portes de Bretagne".
- Inventorier les médias thématiques numériques correspondant aux offres du territoire et les alimenter en continu (ex. sites web dédiés aux aires de pique-nique, aux activités pour enfants, etc.).

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2023-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

■ Règles et méthodes comptables

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

* Précisions sur la permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.

Par exception, et en raison de l'entrée en vigueur du règlement ANC n°2022-04, complété par le règlement ANC n°2023-03 modifiant les dispositions du règlement ANC n°2018-06, des ajustements dans la présentation et l'évaluation de certains postes ont été opérés pour l'exercice clos le 31/12/2025. Leur impact est présenté dans la note « Application du règlement 2023-03 » de la présente annexe.

À l'exception des éléments présentés dans la note « Application du règlement 2023-03 » de la présente annexe, aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

* Application du règlement ANC 2023-03

Conformément aux dispositions du règlement ANC n°2023-03, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, l'entité a procédé à l'analyse des éventuels impacts liés à ces nouvelles règles.

Cette analyse n'a fait ressortir aucun effet significatif sur l'évaluation des actifs, des passifs ni sur le résultat de l'exercice.

En conséquence, aucune modification comptable n'a eu d'impact significatif au titre de ce changement de référentiel.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

■ Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, qu'il n'existait pas d'indice montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

1) Litige prud'homal

L'association a licencié le 8 novembre 2022 une salariée pour inaptitude au poste de travail. Elle a été assignée le 2 novembre 2023 (saisine du 4 septembre 2023) devant le tribunal des prud'hommes pour licenciement sans cause réelle et sérieuse par ladite salariée.

Aucun jugement n'ayant été rendu à la date d'arrêté des comptes de l'exercice précédent (31/12/2024), il n'était alors pas possible d'estimer le risque encouru. Il avait donc été décidé de ne pas comptabiliser de provision pour risque. Le montant global demandé par la salariée était de 69 272.92 €.

Une 1ère audience a eu lieu le 12 juin 2025 ayant abouti sur un montant à verser de 24 571.46 €.

L'association a fait appel de cette décision et a versé à la salariée les sommes suivantes :

- indemnités compensatrice de préavis pour 3 610.42 €
- congés payés y afférents pour 361.04 €

Soit un coût global chargé de 6 150.66 €

Le 10 février 2026, un protocole d'accord ayant pour objet de mettre fin à l'instance a été signé entre l'association et la salariée aboutissant sur la décision suivante :

- versement à titre de dommages et intérêts de 10 400 €

Cette somme étant connue à la date d'arrêté des comptes 2025, et s'agissant d'une dette certaine, elle apparaît dans les charges à payer.

2) Changement de méthode comptable – Indemnités de fin de carrière

Jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2024, l'association ne comptabilisait pas de provision au titre des indemnités de fin de carrière, ces engagements étant uniquement mentionnés en annexe.

À compter du 1er janvier 2025, l'association a décidé de comptabiliser ces engagements afin de permettre une meilleure information financière et une lecture plus fidèle des engagements sociaux futurs.

L'évaluation des engagements au 31 décembre 2024 faisait ressortir un montant estimé à 17 800 €. Conformément aux règles comptables applicables, ce montant, relatif à des droits acquis antérieurement, a été imputé directement en report à nouveau.

Au 31 décembre 2025, l'évaluation des engagements s'élève à 20 268 €. La variation de 2 468 €, correspondant aux droits acquis au titre de l'exercice, a été comptabilisée en charge, venant minorer le résultat de l'exercice 2025.

Autres éléments significatifs

Faits caractéristiques

1) Rémunération allouée aux dirigeants, la divulgation de cette rémunération conduirait à donner une information nominative, nous n'en faisons par conséquent pas mention.

2) Contributions volontaires en nature :

- Par nature effectuées à titre gratuit, elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces, ainsi que des biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.

- Les contributions volontaires en nature concernent essentiellement les heures de bénévolat réalisés par les élus dans les instances.

- Pour l'année 2025, ces contributions représentent 6362 €.

3) Les cotisations des adhérents ont représenté 4200 €.

4) Subventions perçues par la Communauté de Communes :

- Pour charges de fonctionnement : 162 460 €

- Pour affectation taxe de séjour : 19 845 €

- Dans le cadre de la convention de participation à l'installation d'un point relais Maison de l'Europe : 3 300 €

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 880			2 880
Immobilisations incorporelles	2 880			2 880
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 659			1 659
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	1 659			1 659
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	4 539			4 539

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	2 880			2 880
Immobilisations incorporelles	2 880			2 880
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	833	101		934
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	833	101		934
ACTIF IMMOBILISE	3 713	101		3 814

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de r	18 439				18 439
Fonds propres avec droit de r					
Ecarts de réévaluation					
Réserves		6 599		6 599	
Report à Nouveau	50 477			11 201	39 277
Excédent ou déficit de l'exerci	6 599	-6 599		18 805	-18 805
Situation nette	75 515			36 604	38 911
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Comm					
TOTAL	75 515			36 604	38 911

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités Pertes de change Pensions et obligations similaires Pour impôts Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charge		20 268			20 269
Total		20 268			20 269
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation Financières Exceptionnelles		2 469			

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 45 405 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 952	8 952		
Dettes fiscales et sociales	35 768	35 768		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	685	685		
Total	45 405	45 405		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Frns serv. - fact. non parvenues	
Dettes prov. s/ congés payés	
Dettes prov /Heures supplémentaires	
Personnel - autres charges à payer	
Charges sociales s/ congés payés	
Formation AFDAS - charges à payer	
Dettes prov / CS sur HS	10 400
Total	29 765

■ Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	685		
Total	685		

Quelques adhérents ont payé leur cotisation 2026 en avance, cela représente un montant de 685 € à la clôture.

Cette somme a été reportée en produits constatés d'avance afin de rattacher ces recettes au bon exercice comptable.

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2025	31/12/2024
Vente de marchandises Cotisations des adhérents	4 200	3 605
TOTAL	13 491	8 060

Les cotisations sont comptabilisées à l'encaissement, et celles se rapportant à l'exercice N+1 sont constatées en produits constatés d'avance à la clôture.

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 3 000 euros

Honoraire des autres services : 0 euros

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics Subventions d'exploitati Subventions d'équilibre Subventions d'investisse			185 606			185 606
						185 606

■ Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 3 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	1		1	1
Employés	1	1	2	2
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	2	1	3	3